

SAL/rb

3003 Berne, le 17 juillet 1980

*p.B. 73.Kemp O.*Note de dossier

EPER/HEKS

Appel pour la paix au Cambodge

L'EPER a demandé le 15 juillet 1980 au service d'information et presse à être reçu par le Chef du Département dans l'intention de l'informer de l'action en faveur de la paix au sud-est asiatique. Cette initiative politique de l'EPER commencera demain le 18 juillet par une conférence de presse à Zurich.

En l'absence du Chef du Département, l'Ambassadeur Hugentobler a reçu le 17 juillet 1980, à 11.00 h, les deux délégués de l'EPER, Mme Hanhart et M. Andres. Une copie de l'appel pour la paix au Cambodge se trouve en annexe.

Les deux représentants de l'EPER ont relevé que l'aide aux réfugiés d'Indochine et au peuple cambodgien deviendrait illusoire si une solution politique n'était pas trouvée pour toute la région. Cette solution consisterait dans l'éviction du régime Pol-Pot de l'ONU, l'arrêt des livraisons d'armes chinoises aux Khmers rouges, le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge. L'EPER préconise en outre une action du gouvernement suisse en faveur de la paix au Cambodge.

L'Ambassadeur Hugentobler a fait part de toute l'appréciation pour l'oeuvre d'aide humanitaire de l'EPER dans le sud-est asiatique et dans le reste du monde. Il a signalé à ses interlocuteurs qu'une intervention du Conseil fédéral dans le sens demandé d'un appel de l'EPER (points 1, 2, 3, 4) n'était guère pensable. En effet, le Conseil fédéral doit, pour permettre d'aider à tous dans n'importe quelle circonstance, conserver des portes ouvertes autant auprès du gouvernement actuel que du gouvernement en exil du Cambodge. Il a rappelé la doctrine du Département :

./.

- 2 -

neutralité et disponibilité, et cette disponibilité exige que le dialogue soit possible avec toutes les autorités intéressées quelles qu'elles soient. L'aide humanitaire de la Confédération doit ainsi atteindre toutes les victimes de quel côté qu'elles se trouvent.

L'Ambassadeur Hugentobler fait mention dans ce contexte aux entretiens qu'il a eus avec les représentants à Berne de l'ASEAN, qui recherchent eux également des possibilités de permettre aux réfugiés cambodgiens de rentrer dans leur pays. Il conviendrait donc de laisser le volet politique de tout le problème douloureux du Cambodge d'abord aux pays directement concernés de la région, qui s'emploient d'ailleurs à y trouver une solution.

Les visiteurs, Mme Hanhart et M. Andres, ont signalé qu'ils avaient fait une démarche semblable à celle qu'ils ont faite chez nous auprès des Ambassades de France, des Etats-Unis et de Grande-Bretagne en Suisse et qu'ils avaient prévu un entretien pour cet après-midi chez l'Ambassadeur de Thaïlande. La réaction des ambassades occidentales était de transmettre le message à leurs autorités compétentes.

Division politique II
p.o.

S. Salvi

(Salvi)

Annexe : mentionnée

Copies à (sans annexe) :

Monsieur le Conseiller fédéral Aubert
Monsieur le Secrétaire d'Etat Weitnauer
Division politique I
Division politique III
Secrétariat politique
Ambassade de Suisse à Bangkok, Kuala Lumpur, Jakarta, Manille,
Beijing, Hanoi, Bonn, La Haye, Londres,
Moscou, Paris, Singapour, Stockholm, Washington,
Vienne (destinataires de la lettre circulaire
de l'EPER du 16 juillet 1980)
Mission permanente d'observation de la Suisse
auprès des Nations Unies, New York

./.

18.7.1980

P.S. Telefonischer Anruf des Botschafters von Thailand im Anschluss an den Besuch der Vertreter des HEKS auf seiner Botschaft. Er ist voller Empörung über die nach seinen Worten für eine humanitäre Organisation deplazierte und nur der Politik Hanois zugute kommende Einmischung. Nicht nur er, sondern auch seine ASEAN-Kollegen seien dieser Auffassung.

Ich mache Botschafter Nitibhon darauf aufmerksam, dass es dem HEKS als privater Organisation natürlich frei stehe, seine Ansicht vor der Öffentlichkeit zu vertreten - ohne dass dies übrigens die Haltung der Bundesbehörden präjudiziere.

Der Botschafter Chinas erwähnt, anlässlich seines Antrittsbesuches "beiläufig", die Sorgen seines thailändischen Kollegen über die "unverständliche Einmischung" des HEKS in die Politik Thailands. Angesichts des sowjetischen Vordringens, nicht nur in Richtung Persisch-Arabischer Golf, sondern auch nach der Strasse von Malakka, müsse man um jeden Stein im Wege des vietnamesisch beherrschten Heng Samrin-Regimes dankbar sein, meint der chinesische Botschafter. Zweifelsohne werde sich bei der kommenden UNO-Generalversammlung nach der Anerkennung Heng Samrin durch Indien ein komplizierter Kampf um den Sitz Kampuchreas entfalten.

21. Juli 1980